

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUBERT & DUVAL ALLIAGES**

Aciérie des Ancizes  
BP 1  
63770 Les Ancizes-Comps

Références : 20230511-RAP-63-0624-InspectionChroniqueAubertDuvalAncizes  
Code AIOT : 0005600289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi pluriannuel de l'inspection. Elle s'est concentrée sur les aspects risques chroniques en particulier la maîtrise des émissions atmosphériques de l'aciérie, le projet eau, la gestion des sites et sols pollués et les suites données à la mise à jour de l'étude de risques sanitaires.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis plus de cent ans l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointes mettant en oeuvre des technologies avancées. Les principales activités

potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sites et sols pollués,
- rejets atmosphériques (autosurveillance),
- rejets aqueux,
- risques sanitaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Projet modification traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Rejets de poussières de l'aciérie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Assurance qualité des AMS - QAL 2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	ERS/IEM	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les plans de gestion et de conception de travaux afin de définir les modalités de gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sur les zones PZ1 et SR2. Ces plans seront associés à un calendrier de réalisation des travaux. L'étude de risque sanitaire mise à jour montre un impact préoccupant des activités (principalement à proximité de l'aciérie) sur les habitations proches. Des investigations complémentaires permettant de confirmer les modélisations devront être réalisées en 2023. Des actions sur la maîtrise des émissions sont attendues dès à présent:

- renforcement de la maintenance préventive des dépoussiéreurs,
- suivi qualité des systèmes de mesure en continu,
- fiabilisation des mesures des rejets diffus au lanterneau et réfection de la zone (ainsi que nettoyage des abords en toiture),
- limitation des opérations d'oxycoupage à l'air libre.

Enfin, le site est engagé dans une étude d'envergure sur la gestion des eaux et leur traitement. Certaines hypothèses doivent être discutées avec les services de l'Etat afin d'acter les solutions retenues. Des modélisations et calculs complémentaires sont prévus, notamment en prenant en compte la biodisponibilité des polluants.

Un calendrier de mise en oeuvre des grandes phases de ce projet eau devra être proposé en septembre 2023.

Cependant, les actions de limitation des polluants dans les effluents à la source (quai laitiers, atelier D61) doivent être engagées sans attendre.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La priorité consiste d'abord à déterminer les modalités de suppression des pollutions concentrées, plutôt que d'engager des études pour justifier leur maintien en l'état, en s'appuyant sur la qualité déjà dégradée des milieux ou sur l'absence d'usage de la nappe.</p> <p>L'exploitant a démontré la présence de sources de pollution:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- source en COHV et Ni dans les eaux souterraines,</li> <li>- anciennes fosses 1 et 2.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Des mesures complémentaires en novembre 2022 ont été réalisées (sur les eaux souterraines et sur des prélèvements de sols). Le rapport définitif n'a pas encore été transmis cependant les premiers résultats montrent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une confirmation des zones sources (fosses 1 et 2),</li> <li>- une étendue plus importante sur la fosse 2 qu'initialement estimée,</li> <li>- un traitement sur site des COHV dans les eaux souterraines efficace.</li> </ul> <p>Un plan de conception de travaux est en cours d'élaboration.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit proposer un plan de conception de travaux. Ce plan permettra de déterminer les méthodes à mettre en œuvre pour traiter les trois zones sources identifiées, les coûts associés et les niveaux de pollution résiduelle visés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de gestion est un document d'orientation qui vise à étudier différents scénarios de gestion d'une pollution. Ce document fait la synthèse des études visant à identifier et caractériser la pollution d'un site et de son environnement (études historiques et documentaires, diagnostics, IEM,...) et vise à définir la stratégie de gestion à appliquer en vue de la réalisation des travaux dans une phase ultérieure.</p>
<b>Constats :</b> Des mesures complémentaires ont été réalisées sur la zone en janvier/février 2023. Le rapport présentant les résultats n'a pour l'instant pas été transmis. Cependant les premières conclusions montrent un impact sur une plus grande zone que prévue (PCB et hydrocarbures sont retrouvés sur 2000m <sup>2</sup> au lieu de 150 m <sup>2</sup> initialement déterminé). La pollution est contenue à une faible profondeur (0.5 à 1m). <p>L'exploitant a également renforcé des analyses concernant les dioxines et PCB sur les sédiments depuis le rejet principal de l'usine jusqu'à la confluence avec la Sioule. Les mesures confirment la contribution du rejet principal de l'usine et de l'ancien rejet SR2.</p>
<b>Observations :</b> La synthèse et l'analyse des mesures complémentaires effectuées devront être transmises à l'inspection accompagnées d'un plan de gestion de la pollution sur cette zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Projet modification traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO5, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une étude de cadrage sur la gestion hydraulique (eaux incendies, eaux pluviales, résultats d'épuration des eaux suite au pilote de traitement) et sur la gestion des pollutions à la source (eaux superficielles) suite à l'inspection. Ce rapport fera l'objet d'une analyse ultérieure. Certaines hypothèses doivent être discutées avec les différents services de l'Etat car peuvent avoir un impact sur d'autres réglementations (IOTA, zones humides, biodiversité...) notamment en ce qui concerne le dimensionnement du bassin d'orage.  L'étude actualise également les conclusions concernant l'étude technico-économique sur la réduction du nickel avec mise en place de réductions à la source. Les dispositions décrites (envoi des effluents de l'atelier D61 en déchet, mise en place d'un bassin de décantation des eaux de ruissellement sur le quai laitiers) doivent être mise en place dès que possible et sans attendre les conclusions de l'étude globale eau.
<b>Observations :</b> L'étude plus complète sur le sujet de l'eau (qui comprend également les volets consommation, réductions...) devra être transmise à l'inspection.  En dehors cette étude sur le dimensionnement hydraulique et afin de justifier de l'acceptabilité du rejet dans le milieu, l'exploitant a demandé l'utilisation des normes de qualités environnementales (NQE) en métaux biodisponibles plutôt qu'une comparaison en métaux totaux. En effet, les métaux biodisponibles correspondent à la partie "toxique" pour le milieu de rejet considéré et est plus représentatif de l'impact réel de ce dernier. Les métaux totaux incluent des métaux solubles et non solubles, leur comparaison aux NQE milieu est donc plus sécuritaire mais également plus contraignante pour l'acceptabilité du rejet. L'utilisation de ces métaux biodisponibles est bien compatible avec le guide d'évaluation des états des eaux de surface et le guide ONEMA/INERIS. L'utilisation du modèle BLM est reconnu et permet à partir de données d'entrée sur les métaux dissous, le pH, le carbone organique dissous (DOC) et le calcium de déterminer les concentrations en métaux biodisponibles.  Une étude complémentaire sur les rejets en métaux biodisponibles attendus suite à la mise en place de la station de traitement sera transmise sous trois mois.  Suite à la transmission de toutes ces études, l'exploitant devra proposer un calendrier de réalisation des travaux qui sera discuté avec l'inspection. Ce calendrier est attendu pour septembre 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 :** Rejets de poussières de l'aciérie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets poussières aciérie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> concentration maximum 5 mg/Nm3 et flux 3 kg/h
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a rencontré des problèmes de fuites sur les manches de dépoussiérage en juillet 2022. Un problème d'émissions de poussières a également été lié à une panne sur les convoyeurs évacuants les poussières.</p> <p>Des problèmes de fiabilité des opacimètres de mesure des poussières sur les émissaires DP1 et DP2 ont également été identifiés.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser une surveillance active sur les dépoussiéreurs afin d'anticiper les pannes et dérives (notamment suite à la mise en place de mesures de delta P en 2022),</li> <li>- utiliser des manches de meilleure qualité afin d'éviter des percements rapides (elles ont été changées en 2022 au bout de 5 ans alors que leur durée de vie antérieure était de 10 ans),</li> <li>- renforcer la maintenance préventive de ces installations (avec un objectif de réalisation des actions de 85%) incluant la maintenance des convoyeurs,</li> <li>- remplacer les sondes des opacimètres (deux plus un de secours) avec un contrat annuel de maintenance par le fournisseur.</li> </ul> <p>Un nouveau système de mesure des diffus en toiture a également été installé en mai 2023 afin d'obtenir des données plus fiables (des diffus et de l'efficacité de captation). Un système de contrôle par caméra en toiture est également prévu afin de vérifier certaines mesures incohérentes (mesures de poussières importantes les week-end, hors fonctionnement de l'aciérie). L'exploitant devant réaliser des mesures au lanterneau dans le cadre de la suite de son étude de risque sanitaire, il devra profiter de cette campagne de mesure pour comparer les résultats obtenus à ceux mesurés sur les nouveaux systèmes mis en place.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence importante de poussières sur la toiture de l'aciérie et à proximité du lanterneau. Un nettoyage est demandé afin de limiter les envols de poussières.</p> <p>De plus, le lanterneau était partiellement ouvert (effondrement d'une partie du capotage lié au poids des poussières). L'exploitant devra réparer ce trou et transmettre les plans du système de lanterneau. En effet, les mesures n'étant réalisées que sur la partie sud et les cloisons intérieures n'étant pas toutes ouvertes de manière identique, l'inspection souhaite s'assurer de la représentativité des mesures réalisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 5 : Assurance qualité des AMS - QAL 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b> Les méthodes de références indiquées dans l'arrêté ministériel sont actuellement listées dans l'avis du 22 février 2022.</p> <p>Ce dernier indique pour les émissaires ayant une surveillance en continu les normes NF EN 15267 (1 à 4), NF EN 14181 et le guide FD X43-130. Ces normes imposent les certifications QAL1, QAL2, QAL3 et AST.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les nouveaux opacimètres qui seront installés prochainement sur DP1 et DP2 seront bien certifiés QAL 1. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les conditions d'utilisation et de certification doivent bien être compatibles. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi de ces analyseurs en continu DP1 et DP2 suivant la démarche QAL2, QAL3 et AST.</p> <p>L'exploitant a proposé une démarche allégée qui n'est pas acceptée. La fréquence de réalisation du QAL3 devra être notamment plus importante que proposée (annuelle), elle doit être cohérente avec les préconisations du constructeur de l'appareillage de mesure.</p>
<p><b>Observations :</b> L'application des normes NF EN 15267 (1 à 4), NF EN 14181 et le guide FD X43-130 (et donc la mise en place des certifications QAL1, QAL2, QAL3 et AST) pour les appareils de surveillance en continu sera imposée lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/04/2021, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risques sanitaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'évaluation quantitative des risques sanitaires sera revue à minima tous les 10 ans et la prochaine révision de cette étude est transmise avant le 31 décembre 2021 à l'inspection des installations classées. Elle comportera en particulier une interprétation de l'état des milieux intégrant une comparaison aux précédentes études, un ratio du CrIII/CrVI dans les rejets et les résultats de l'étude des sols.</p>
<p><b>Constats :</b> L'étude de risque sanitaire (ERS) et l'interprétation de l'état des milieux (IEM) ont été transmises à l'inspection le 06 avril 2023. Une analyse de ces documents sera réalisée par l'ARS et l'inspection.</p> <p>En première approche, après lecture simple des conclusions, il s'avère que la modélisation réaliste (en prenant les rejets actuels, sans regarder de manière plus pénalisante les maximums autorisés dans l'arrêté préfectoral) conclut à un risque sanitaire problématique. Le dépassement des seuils autorisés est sur l'exposition par inhalation de certains métaux (Mn, Ni et CrVI).</p> <p>Les principaux contributeurs sont l'aciérie (rejets diffus en majeure partie) et une installation d'oxycoupage de pièces à l'air libre.</p>
<p><b>Observations :</b> Ces études montrent des incertitudes notamment sur les modélisations en champ proche (dans les zones où la conclusion sur le risque sanitaire est préoccupant). Des investigations complémentaires sont préconisées (à proximité des habitations proches des dépoussiéreurs et dans la cité des Teaux) ainsi que la mise en place d'une station météo sur site. L'exploitant a également prévu des mesures sur le lanterneau (diffus de l'aciérie) par un organisme spécialisé sur plusieurs mois ainsi que lors d'opérations d'oxycoupage.</p> <p>Le planning de réalisation de ces investigations complémentaires doit être transmis à l'inspection sous 3 mois. Elles devront être mises en œuvre d'ici fin 2023. De plus, des actions sur la limitation des émissions diffuses (nettoyage des poussières sur la toiture vers le lanterneau, réparation de ce dernier) doivent être engagées rapidement. Enfin, l'exploitant devra étudier la mise en œuvre de techniques permettant de limiter les émissions à la source (prévoir des cuiviers de secours permettant une découpe sans oxycoupage par exemple). Suite à la transmission des résultats des investigations complémentaires, un plan d'actions pourra être nécessaire afin de diminuer les émissions du site ainsi qu'une révision de la surveillance environnementale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois